

# de la crise

provoqué une confusion générale entre les pour et les contre et les «non-informés», d'où une lutte intestine dans la wilaya même ;

- la liquidation et la mise à l'écart de l'ensemble de ses principaux dirigeants ;
- l'ouverture d'un front fratricide en Tunisie.

Après la neutralisation de Adjoul, on passe à la deuxième étape qui est celle contrôle de la base de l'ALN-FLN de Tunisie par la neutralisation de Mahsas et l'assassinat de Abbès Laghrour et de valeureux cadres qui lui sont proches, dont les conséquences justement furent l'ouverture d'une guerre fratricide en Tunisie.

Bien avant le congrès, une délégation arrive à Tunis pour neutraliser les premiers représentants du FLN-ALN dépêchée dès les premiers mois de la Révolution par les dirigeants de la Révolution et de ceux de la Wilaya I.

La délégation extérieure à Tunis, au Maroc et en Égypte avait été prise en main par une nouvelle équipe, elle est «renforcée par des multiples parachutages (Aït Ahcène, Gaïd Mouloud et Hamed Rouabhia à Tunis, cheikh Kheireddine au Maroc, Ferhat Abbas, Ahmed Francis, Tawfiq Elmadani, Ahmed Bouda, A. Mehri au Caire, Louanchi Md Salah à Paris. Elle avait été soustraite à Ben Bella au profit du Dr Lamine Debaghine.

Le CCE agit comme si aucune structure de la Révolution n'existait, alors que des représentants de la révolution sont déjà en place au Caire, en Tunisie et en France», note M. Harbi.<sup>(6)</sup>

Laghrour Abbès, militant du Mouvement national, homme du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, chef de la Wilaya I, arrive en mission de conciliation à Tunis pour rencontrer les chefs de la délégation extérieure. Il fut arrêté et mis en résidence surveillée par les Tunisiens avec la complicité du CCE. A la tête de ce CCE, son représentant Ouamrane avait pour rôle d'aplanir le terrain. Il est d'ailleurs qualifié dans certains écrits de «bulldozer». La réunion de conciliation prévue à Tunis dans le quartier de Mathildville fut sabotée. Abbès Laghrour fut accusé injustement de graves fautes (fabriquées par les services secrets français et leurs agents). Voir le témoignage d'Arezki Basta dans son livre *Les tragiques vérités qui n'ont pas été dites sur la Révolution algérienne*, éd : Arkcanes 2001. Accusé également de l'assassinat de Chibani. Doit-il s'expliquer sur une affaire interne à sa wilaya, qui s'est pas-

sée bien avant le congrès de la Soummam ? A-t-il pu s'expliquer devant les membres du CCE, particulièrement Krim et Ouamrane en qui il avait confiance suite aux recommandations de Ben Boulaïd qui les connaissait, semble-t-il ? Les différents témoignages indiquent qu'il n'y avait aucune volonté des représentants du CCE de le garder vivant ; pourtant, les conditions du jugement ne sont plus celles du maquis qui furent souvent expéditives et que le congrès de la Soummam avait défini une juridiction moins expéditive que celle des premières années de la guerre. Il y a eu malheureusement beaucoup plus de liquidations injustes après le congrès de la Soummam, dont malheureusement son «architecte» Abane Ramdane.

Ouamrane, Bentobal, aidé par Amirouche, Benaouda et Mahmoud Cherif ne donnèrent aucune chance à Abbès Laghrour. Amirouche rencontre Abbès Laghrour emprisonné chez les Tunisiens. Au lieu d'abord de s'enquérir de sa libération des mains des Tunisiens, au contraire, il lui envoie des individus pour l'interroger comme un simple détenu. Voir le livre de Saïd Sadi *Amirouche : une vie, deux morts, un testament* édité en 2010.

Mais l'assassinat ne s'est pas limité à Abbès Laghrour ; des hauts cadres et dirigeants furent exécutés ; entre autres Athmani Tighan, Chriat Lazhar, Houha Belaïd, Mentouri Mahmoud, Bahi Choudène, Aït Zaouche Hmimi, Abdelhafidh Essoufi, Abdehai, Taleb Elarbi, Zaârouri Abdelmadjid, Hali Abdelkarim et tant d'autres, tous des hauts dirigeants et cadres intellectuels de la Révolution. A cette liste, qui n'est pas exhaustive, s'ajoute la liste des centaines de simples moudjahidine.

«Des étudiants volontaires arrivent d'Orient, dont la majorité est formée au Caire. Ils arrivent en Tunisie. A Tunis, ils subissent des arrestations et des jugements pour complot contre la Révolution pour la seule raison qu'ils sont considérés proches de Ben Bella et de Boudiaf et également des opposants au congrès de la Soummam. Ainsi, des jeunes d'une vingtaine d'années qui ont abandonné leurs études pour participer à la révolution, parmi eux des étudiants du Caire : Med Tahar Zaârouri, Abdelkrim Hali ont été exécutés ainsi que des dirigeants de la Wilaya I et d'autres étudiants algériens à Tunis.»<sup>(7)</sup>

S'ajoute également la liste de centaines de détenus et de ceux torturés et utilisés comme

porteurs pour le transport des armes, beaucoup sont morts en traversant la ligne Morice ou au combat sans armes. Certains ont survécu à ces dures conditions. Ils n'osent pas où ils ne veulent pas parler, «pour ne pas remuer les choses, pour l'intérêt de notre pays» ? Ils disparaîtront en emportant ces douloureux souvenirs, mais aussi la fierté «de ne pas trahir leur conscience et la Révolution», disent-ils.

Les plus chanceux ont été écartés et exilés de force dans des pays amis, d'autres ont réussi à s'évader et rejoindre leur wilaya ou intégrer d'autres services de la Révolution. Cette purge toucha toutes les tendances supposées proches, à tort ou à raison, de Ben Bella, opposées ou non au congrès, particulièrement les combattants et cadres de la Wilaya I, cela avec la complicité ou plutôt la collaboration des autorités tunisiennes auxquelles les représentants du CCE ont fait appel.

La non-ingérence de l'étranger y compris celle des pays arabes tant vilipendée par le CEE n'était plus de rigueur quand il a été question de défendre des intérêts personnels de certains de ses dirigeants.

«Parmi les accords que nous avons signés avec les Tunisiens après leur indépendance, un accord de non-ingérence dans nos affaires intérieures. Les deux partis ont respecté les accords, si un Algérien commet des erreurs, le gouvernement tunisien nous informe et nous prenons des sanctions nous-mêmes et non les Tunisiens. On a continué ainsi à respecter les accords conclus jusqu'à l'arrivée d'Ouamrane à Tunis où il s'est mis d'accord avec Bourguiba pour changer les premiers accords, ce qui a permis au gouvernement tunisien d'intervenir dans les affaires intérieures de la Révolution algérienne, une ingérence militaire et politique...»<sup>(8)</sup>

Ce petit paragraphe d'Aït Ahmed résume bien la volonté du CCE de neutraliser les opposants de la manière la plus musclée.

«Le frère de Ben Bella préconisait en effet, en décembre 1956- janvier 1957, la convocation raide d'un congrès en vue de trancher notamment le conflit de souveraineté qui l'opposait au frère Abane. Un processus était même engagé en Tunisie où les militaires, avec ou sans uniforme, se réunissaient pour voter la motion de défiance contre le CCE et d'opposition à la plateforme de la Soummam... Dans sa correspondance, Abane dénonçait

Ben Bella et annonçait l'envoi de quatre mille *djounoud* en Tunisie pour réduire les opposants au congrès de la Soummam.»<sup>(9)</sup>

Harbi attribue le non-consensus autour du congrès à : «L'absence d'une partie significative des chefs de troupe du FLN-ALN n'était pas le seul obstacle à un consensus fort. Les documents d'un congrès, qui se résumait en fait à une réunion des six personnes (Abane, Ben M'hidi, Krim, Ouamrane, Zighoud, Bentobal) accompagnés de délégations qu'ils consultaient mais qui ne participaient pas aux débats, n'ont pas été soumis préalablement à l'appréciation des cadres de wilaya. Tout se passe comme si, sous le manteau de la centralisation, le congrès s'était réuni pour isoler les représentants d'une autre faction...»<sup>(10)</sup>

Ce texte a permis d'évoquer la mémoire des hommes morts pour leur pays dans des conditions qui restent obscures, notamment celle de Abbès Laghrour dont le parcours fut brisé par ses propres compagnons de lutte.

S. L.

\* Frère de Abbès Laghrour

1 Allistair *Histoire de la guerre d'Algérie* Ed : Albin Michel 1980.

2 Mohamed Larbi Madaci *Les Tamiseurs de sable* Ed : Anep 2002.

3 Claude Pallait *Dossiers secrets de la guerre d'Algérie* P.258, Ed Presse de la cité 1962.

4 Ahmed Masour *Le président Ben Bella dévoile les secrets de la Révolution algérienne*. Ed Arab Sientific Publishers, Inc. SAL. 2007.

5 Témoignage du général Ben Maâlem dans un quotidien national.

6 M. Harbi *L'Algérie et son destin, croyants ou citoyens* Ed ; Médias Associés 1994.

7 Témoignage de M. Menour Merrouche ancien militant, officier de l'ALN. Dans : *L'armée libération du Maghreb 1948-1955*. Edité par la Fondation M. Boudiaf 2004.

8 Le commandant Tahar Saïdani dans son livre : *La Base de l'Est cœur battant de la Révolution* P168 Ed. Dar El omma 2001.

9 *Guerre et l'après-guerre* P198 Ed : Minuit, 1964.

10 Mohamed Harbi *L'Algérie et son destin, croyants ou citoyens* Ed : Médias associés 1994.

## DE L'ÉTHIQUE

# se substitue au législateur

A l'absence de dispositions nouvelles et de formulation équivoque s'ajoute aussi l'**inexistence d'un mécanisme de contrôle ou de sanction prévu par ce code de l'éthique.**

**La violation des chartes et codes de l'éthique : des conséquences juridiques certaines.**

Cette question est examinée en tenant compte de la responsabilité de la société vis-à-vis de l'ensemble de ses partenaires dans le cas où elle ne respecte pas le contenu du document de l'éthique, ainsi que de celle de ses employés s'ils transgressent les nouvelles obligations.

**Les documents de l'éthique peuvent-ils être imposés à l'entreprise ?**

Dans le cas où la formulation des principes de l'éthique fait appel à des **formules douces** comme «**encourager, favoriser, s'attacher à, contribuer à, veiller à, viser à promouvoir...**», cette rédaction volontairement opaque **n'est pas de nature à produire des effets juridiques**, car il s'agit simplement d'une **déclaration d'intention qui fait partie du pouvoir normatif du gestionnaire**.

Cependant, si les termes utilisés revêtent une certaine forme d'obligation à l'instar de «**s'interdire, s'engager à, garantir...**», un tel style est **susceptible d'engager la res-**

**ponsabilité de son auteur**, lequel entend se lier unilatéralement à l'ensemble des destinataires des règles de l'éthique et subit donc les conséquences de sa propre loi : «**tu patere legem quam fesisti.**»

Ainsi, Sonatrach est tenue désormais de mettre à la disposition du public des informations fiables relatives à ses performances et à sa santé financière, comme elle est obligée «d'assurer aux hommes et aux femmes les mêmes possibilités d'emploi».

Sous d'autres cieux, de grands groupes industriels ont été poursuivis pour **publicité trompeuse et création d'illusion**, notions juridiques reconnues, d'ailleurs, par la législation algérienne.

**L'action disciplinaire**, quant à elle, ne peut être engagée en dehors des procédures prévues par le règlement intérieur, dont l'élaboration obéit à des règles très strictes précisées par la loi, notamment en ce qui concerne la consultation du personnel, le contrôle exercé par l'inspecteur du Travail et l'information des instances judiciaires compétentes ; les entreprises publiques qui modifient leur règlement intérieur contrairement aux procédures légales, le plus souvent par des notes de service, doivent s'attendre à ce que le juge annule leurs décisions disciplinaires.

**Le droit algérien n'adhère pas à la**

**thèse contractuelle du règlement intérieur**, par conséquent, le pouvoir disciplinaire patronal doit obligatoirement s'exercer dans le cadre de la loi.

L'employeur ne peut utiliser le code de l'éthique pour contourner la réglementation du travail et limiter les droits et libertés reconnus aux salariés.

**Pour conclure :**

L'examen des documents de l'éthique laisse apparaître une grande diversité des domaines abordés, à cela s'ajoute le caractère imprécis de la rédaction utilisée qui donne une image d'un engagement illusoire dont le but recherché est sans doute la sauvegarde de la réputation de l'entreprise, laquelle a été sérieusement bousculée par d'importants scandales financiers.

Nous ne pouvons donc parler de la naissance d'un **nouveau droit créé par l'entreprise**, car même dans le cas de l'introduction de règles originales — ce qui est rare —, il n'existe pas de mécanisme de contrôle ou de sanction ad-hoc ; la plupart des codes renvoyant au règlement intérieur ou à la loi existants, ce qui atténue — il faut le reconnaître — considérablement leur caractère contraignant.

Nous sommes plutôt en présence d'un **outil efficace de promotion commerciale imposé** par les nouvelles exigences

sociales, notamment en matière de **bonne gouvernance**, de **lutte contre la corruption** et du respect **des droits de l'homme**.

Il est important de signaler qu'en énonçant des normes originales, les chartes et codes de l'éthique pourraient inciter le législateur à rendre de telles dispositions obligatoires et faire ainsi prendre l'entreprise dans son propre jeu. Pour avoir une valeur juridique effective et susciter l'adhésion du personnel, les documents de l'éthique doivent faire l'objet d'un engagement formel par le biais de la loi du travail, ce qui permettrait à l'Etat d'exercer les contrôles qui s'imposent et éviter **que ces outils de communication ne soient utilisés pour contourner le règlement intérieur ou faire échapper à la vigilance du parquet les délits et autres dépassements portant atteinte aux intérêts financiers de l'entreprise et aux droits des travailleurs** ; en effet, il a été constaté que la majorité des documents de l'éthique instituent un **système d'alerte éthique** tout en évitant soigneusement de faire obligation aux travailleurs de dénoncer aux instances judiciaires compétentes les dépassements constatés à l'occasion de l'exercice de leur activité.

K. R.

\* *Doctorant en sciences juridiques. Cadre Algérie Télécom-DOT Annaba.*